

PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27 JUIN 2023
COMMUNE DE MUSSY-SUR-SEINE

La réunion a débuté le 27 juin 2023 à 19h30 sous la présidence du Maire, Monsieur PETIT DE BANTEL Henri.

Membres présents :

Monsieur CORNAGGIA Mattéo
Monsieur DESMIER Jean-Louis - Maire-Adjoint
Madame DULIERE Charlotte
Madame FASENTIEUX Sylvie
Madame GORCE Sophie
Madame LOISEAU Marie-Luce - Maire-Adjoint
Monsieur PETIT de BANTEL Henri - Maire
Madame PETOT Laurence
Monsieur ROYER Georges
Monsieur WOTAWA Pierre - Conseiller Municipal délégué

Membres absents représentés :

Madame CHASSAIN Martine Pouvoir donné à Mme PETOT Laurence

Membres absents :

Madame JACQUEL Pascale
Monsieur MANCHON Marc
Monsieur PASTORET Geoffroy

Secrétaire de séance : Monsieur WOTAWA Pierre
Le quorum étant atteint, la séance est ouverte.

Ordre du jour :

- Schéma directeur d'eau potable
- D35_23 - AG SPL-XDemat
- D36_23 - Convention médiation CDG10
- Tirage au sort des jurés d'Assises 2024
- D37_23 - Tarification accueil de loisirs, cantine et périscolaire
- D38_23 - Contrats Adjoint d'animation
- D39_23 - Répartition de l'actif, cession au SDIS et dissolution du Syndicat Intercommunal du Centre de Secours des Riceys
- D40_23 - Révision du PLU
- Questions diverses

- Schéma directeur d'eau potable

Monsieur Jean-Louis DESMIER, 1^{er} Adjoint, expose le schéma directeur d'eau potable. Il explique que le plan établi par le SDDEA doit se développer sur plusieurs années et que celui-ci va concerner la totalité du département. Le but est de mutualiser les ressources en eau en cas de problèmes.

Pour cela, il faut faire une étude de chiffrage, qui ne sera effective qu'au retour de l'accord des « aides financières à réalisation ».

La somme imputée à la commune s'élève à 41.112,00 €, sous réserve que l'État apporte bien les aides nécessaires.

Madame Sophie Gorce, conseillère municipale s'interroge sur le timing. Elle propose d'attendre la décision du Sénat avant de statuer.

Monsieur le Maire souligne l'importance de la solidarité en cas pénurie d'eau.

Le conseil décide de surseoir à sa décision au prochain conseil municipal, en attendant la réponse aux questions posées au directeur adjoint du SDDEA lors de la réunion du 8 juin 2023.

D35_23 - AG SPL-XDemat

Le Maire explique au conseil municipal que :

La société publique locale dénommée SPL-Xdemat, a été créée le 27 février 2012 par les départements de l'Aube, des Ardennes et de la Marne, en vue de fournir à ses actionnaires, des prestations liées à la dématérialisation.

Depuis, notre collectivité a adhéré à la société ainsi que les départements de la Haute-Marne, de l'Aisne, de la Meuse, des Vosges et de Meurthe-et-Moselle, de nombreuses communes et plusieurs groupements de collectivités situés sur le territoire des 8 départements.

Mi-mars 2023, SPL-Xdemat comptait 3184 actionnaires.

Chaque année, conformément à l'article 225-100 du code du commerce, l'Assemblée générale de la société doit se réunir avant fin juin, pour approuver les comptes de l'année précédente et affecter le résultat, après présentation des rapports du Commissaire aux comptes.

A l'occasion de cette réunion, d'autres points peuvent lui être présentés tels qu'un point sur les mandats des commissaires aux comptes ou l'adoption d'une nouvelle version du règlement intérieur.

Depuis 2020, il a été décidé d'ajouter à ces points, l'examen de la répartition du capital social suite aux adhésions et sorties intervenues depuis la dernière assemblée.

En effet, tout au long de l'année, de nouvelles collectivités locales ou de nouveaux groupements de collectivités souhaitent devenir actionnaires de la société et achètent à ce titre une action de la société, modifiant la répartition de son capital social. Il arrive également que certains actionnaires décident de sortir de la société et revendent leur action, suite à leur répartition administrative ou faute des outils mis à leur disposition.

Ainsi, depuis fin avril 2022, 177 actions ont été vendus à des collectivités ou groupements de collectivités pour leur entrée au sein de SPL-Xdemat et 17 ont été rattachées pour permettre à 17 actionnaires d'en sortir. Ces transferts d'actions ont eu pour conséquence de modifier la répartition du capital social, divisé en 12838 actions, est désormais comme suit :

- Le département de l'Aube : 6559 actions soit 51,09% du capital social,
- Le département de l'Aisne : 702 actions soit 5,47% du capital social,
- Le département des Ardennes : 282 actions soit 2,20% du capital social,
- Le département de la Marne : 563 actions soit 4,39% du capital social,
- Le département de la Haute-Marne : 269 actions soit 2,09% du capital social,
- Le département de la Meurthe-et-Moselle : 342 actions soit 2,66% du capital social,
- Le département de la Meuse : 514 actions soit 4,00% du capital social,
- Le département des Vosges : 367 actions soit 2,86% du capital social,
- Les communes et groupements de communes : 324 actions soit 25,24% du capital social.

Cette nouvelle répartition détaillée dans la liste des actionnaires annexée à la présente, sera soumis à l'approbation de l'Assemblée générale.

Or, selon l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales, applicable aux sociétés publiques locales, *« à peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale (...) sur la modification portant sur (...) la composition du capital (...) ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification »*.

Il convient donc d'approuver la nouvelle répartition du capital social de la société SPL-Xdemat et d'autoriser le représentant de la collectivité à voter la résolution correspondante lors de la prochaine Assemblée générale de la société.

Après délibération, le Conseil municipal décide de :

- **APPROUVER** la nouvelle répartition du capital social de la société publique locale dénommée SPL-Xdemat, divisé en 12 838 actions, à savoir :

- le Département de l'Aube : 6 562 actions soit 51,11 % du capital social,
- le Département de l'Aisne : 766 actions soit 5,97 % du capital social,
- le Département des Ardennes : 298 actions soit 2,32 % du capital social,
- le Département de la Marne : 566 actions soit 4,41 % du capital social,
- le Département de la Haute-Marne : 276 actions soit 2,15 % du capital social,
- le Département de Meurthe-et-Moselle : 394 actions soit 3,07 % du capital social,
- le Département de la Meuse : 515 actions soit 4,01 % du capital social,
- le Département des Vosges : 381 actions soit 2,97 % du capital social,
- les communes et groupements de communes : 3 080 actions soit 23,99 % du capital social,

conformément à la liste des actionnaires annexée à la présente ;

- **DONNER POUVOIR** au représentant de la collectivité à l'Assemblée générale de la société SPL-Xdemat, pour voter cette nouvelle répartition de son capital social et la résolution en découlant, lors de sa prochaine réunion.

Accord à l'unanimité

D36_23 - Convention médiation CDG10

Le Maire expose :

La loi n°2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire a légitimé les centres de gestion pour assurer des médiations dans les domaines relevant de leurs compétences à la demande des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. Elle a en effet inséré un article 25-2 dans la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 qui oblige les centres de gestion à proposer une convention, mission de médiation préalable obligatoire prévue à l'article L. 213-11 du code de justice administrative. Elle permet également aux centres de gestion d'assurer une mission de médiation à l'initiative du juge ou à l'initiative des parties prévue aux articles L. 213-5 et 213-10 du même code, à l'exclusion des avis ou décisions des instances paritaires, médicales, de jurys ou toute autre instance collégiale administrative obligatoirement saisie ayant vocation à adopter des avis ou des décisions.

La loi prévoit également que des conventions puissent être conclues entre les centres de gestion pour l'exercice de ces missions à un niveau régional ou interrégional, selon les modalités déterminées par le schéma régional ou interrégional de coordination, de mutualisation et de spécialisation mentionné à l'article 14 de la loi du 26 janvier 1984.

En adhérant à cette mission, la collectivité prend acte que les recours formés contre les décisions individuelles dont la liste est déterminée par décret et qui concernent la situation des agents sont, à peine d'irrecevabilité, précédés d'une tentative de médiation.

La médiation est un dispositif qui a vocation à désengorger les juridictions administratives. Elle vise également à rapprocher les parties dans le cadre d'une procédure amiable, plus rapide et moins coûteuse qu'une contention engagée devant le juge administratif.

Après délibération, le Conseil Municipal décide de :

- **DONNER** pouvoir à Monsieur le Maire de signer la convention d'adhésion à la mission de médiation

Accord à l'unanimité

- Tirage au sort des jurés d'Assises 2024

La commune de Bar sur Seine a été chargée de désigner par tirage au sort 11 communes du canton devant proposer des personnes susceptibles d'être jurés aux Assises de l'Aube.
La commune de Mussy sur Seine a été désignée pour fournir à son tour une liste de trois personnes.

Monsieur Georges ROYER, 3^{ème} Adjoint, est désigné par l'assemblée afin de procéder au tirage au sort des trois personnes dont les noms seront transmis à la commune de Bar sur Seine.

D37_23 - Tarification accueil de loisirs, cantine et périscolaire

Monsieur Jean Louis DESMIER propose, pour cette nouvelle rentrée, une augmentation des tarifs, considérant le coût qu'engendre l'emploi de personnel et le coût des prestations supporté par la commune pour un enfant.

Tarification périscolaire et accueil de loisirs :

Coef. Familial	Périscolaire Matin	Périscolaire Soir	ALSH	ALSH	
				sans repas	avec
repas					
0-300	1.35€	1.35€		2.70€	3.70€
301-500	1.55€	1.55€		3.10€	4.30€
501-700	1.85€	1.85€		3.70€	5.10€
701-900	2.25€	2.25€		4.60€	6.30€
901-1100	2.70€	2.70€		5.65€	7.65€
>1100	3.30€	3.30€		6.85€	9.15€
>1600	3.40€	3.40€			
Hors Mussy	/	/		12.00€	15.00€

Il précise que des pénalités seront appliquées si les enfants sont encore présents après 18h30, dès le 1^{er} ¼ d'heure de retard, au tarif de 5€.

Pour les périodes d'accueil de loisirs, les horaires sont de 9h00 à 17h00.

Arrivée anticipée possible de 7h00 à 9h00 : supplément forfaitaire de 1€ facturé

Départ retardé possible de 17h00 à 18h30 : supplément forfaitaire de 1€ facturé

Tarification Cantine :**Coef. Familial Cantine**

0-300	0.80€
301-500	0.80€
501-700	0.80€
701-900	1.00€
901-1100	1.00€
>1100	1.00€
>1600	3.50€

Accord à l'unanimité**D38_23 - Contrats Adjoint d'animation**

Vu l'article L.332-23-1° du code général de la fonction publique,

Sur le rapport de Monsieur DESMIER Jean Louis, Maire adjoint :

Considérant qu'il est nécessaire de recruter trois agents contractuels pour faire face à un besoin lié aux d'activités de l'année scolaire 2023/2024 : cantine, périscolaire et accueil de loisirs.

Après délibération, Le Conseil Municipal

- **DECIDE** le recrutement de trois agents contractuels dans le grade d'adjoints d'animation relevant de la catégorie hiérarchique C, pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité pour une période allant du 21/08/2023 au 31/07/2024.
- **PRECISE** que ces agents assureront la fonction d'adjoint d'animation à temps non complet, soit 22h50 hebdomadaires et qu'ils seront rémunérés par référence à l'indice brut 385, IM 353

**10 voix pour
1 voix contre**

D39_23 - Répartition de l'actif, cession au SDIS et dissolution du Syndicat Intercommunal du Centre de Secours des Riceys

Madame Marie-Luce LOISEAU, 2^{ème} Adjoint, expose que le comité syndical du centre de secours des Riceys s'est réuni le 29 mars 2023 pour procéder à la répartition de l'actif et du passif selon le tableau de répartition ci-dessous. Il a été décidé de céder le bâtiment et le terrain au SDIS de l'Aube en précisant que si le SDIS était amené à ne plus utiliser le centre de secours, il serait rétrocédé à la commune des Riceys et de dissoudre ledit syndicat.

COMMUNES	HABITANTS	POURCENTAGE	MONTANT en €
Bagneux la Fosse	175	5.3	94.02
Channes	131	3.99	70.40
Bragelogne	251	7.64	134.80
Avirey-Lingey	212	6.45	113.80
Balnot sur Laignes	157	4.78	84.30
Neuville sur Seine	443	13.48	237.9

Gyé sur Seine	498	15.16	267.5
Courteron	107	3.26	57.5
Plaines Saint Lange	270	8.22	145.05
Mussy sur Seine	1042	31.71	559.65
	3286	100.00	1764.92
Les Riceys	1230		15 884.31
			17 649.23

Après délibération, le Conseil Municipal décide :

ACCEPTER la répartition de l'actif du Syndicat Intercommunal du Centre de Secours des Riceys, indiqué dans la délibération du syndicat intercommunal en date du 29 mars 2023,

Accord à l'unanimité

D40_23 - Révision du PLU

Objet : MODIFICATION du PLU

Monsieur le Maire explique qu'une modification du Plan Local d'Urbanisme doit être établie pour être en compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) des territoires de l'Aube approuvé le 10 février 2020

Après délibération, le Conseil Municipal,

- **DECIDE** d'engager une procédure de modification du PLU afin de permettre la mise en compatibilité avec le SCoT,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à demander des devis et à signer toute convention et tout document concernant la modification du PLU.

Accord à l'unanimité

Questions diverses

Monsieur Jean-Louis DESMIER informe l'assemblée qu'une remarque lui a été faite concernant l'entrée piétonne du cimetière. Il propose donc de mettre un portail à cette entrée. Ce qu'approuve l'assemblée.

Monsieur Jean-Louis DESMIER donne lecture d'un courrier reçu en mairie concernant le rétablissement de l'éclairage public pendant la nuit.

Il explique que grâce à cette extinction de l'éclairage public, qu'environ 30% d'économie ont été réalisés sur le budget éclairage.

Le maire propose de maintenir la mesure compte tenu des économies réalisées.

Le conseil municipal ne juge pas utile de remettre en cause la décision.

Monsieur le Maire donne lecture du courrier de Madame Ludivine BEIRAO en date du 21 juin dernier, proposant sa candidature à la commission d'animation. Il salue le travail remarquable effectué par Madame BEIRAO au sein de l'association « les amis des Glycines » et propose qu'elle intègre dès à présent la commission d'animation.

Monsieur le Maire donne lecture du courrier de remerciements pour le décès de Madame Véronique GRETILLAT.

Le Maire indique que par un communiqué, l'AMF 10 soutient les élus contre les violences physiques et verbales.

Madame Marie-Luce LOISEAU informe le conseil des dépenses imprévus sur le budget du SCEA pour la somme de 2.200 €.

Madame Sylvie FASENTIEUX, conseillère municipale, explique qu'elle a accompagné la classe des CM1/CM2 de l'école Henri Chantavoine pour la visite du Sénat (à l'invitation de Madame Vanina PAOLI-GAGIN, Sénatrice de l'Aube) et assisté au ravivage de la Flamme sous l'Arc de Triomphe en compagnie. La cérémonie était présidée par Madame Patricia MORALLES, Secrétaire d'État aux anciens combattants. Les enfants étaient ravis.

Madame Sophie GORCE, conseillère municipale, demande quand est prévue l'arrivée d'un nouveau médecin. Monsieur le Maire lui répond qu'il est dans l'attente du retour du dossier. Elle demande également quand seront éditées les factures d'eau, souhaitant qu'elles arrivent plus tôt que l'année précédente.

Elle déplore la fermeture de l'agence postale pendant les congés de la préposée.

Georges ROYER, 3^{ème} Adjoint, remercie Monsieur Jean-Louis DESMIER qui l'a remplacé pour la gestion du fleurissement lorsqu'il était indisponible.

Il informe le conseil municipal que la plantation des citrouilles avec les enfants des écoles s'est très bien passée.

Il explique également que lors de la réunion de la commission d'animation, les associations ont échangé leurs coordonnées afin de pouvoir, pour celles qui le souhaitent, se prêter leurs matériels.

Monsieur Georges ROYER demande également de l'aide pour le 14 juillet. Il manque 3 volontaires.

Par ailleurs, il explique que le jeudi 22 juin, accompagné de Madame Ingrid VICTORIO et de Monsieur Jean-Henri ROGER, le tour du village a été fait pour le fleurissement du village. Ils ont accordé 104 récompenses de 15,00€.

Les personnes ayant des dettes envers la mairie ne se verront pas attribuer les bons. Un courrier leur sera adressé.

Monsieur Matteo CORNAGGIA, conseiller municipal, explique que l'association pour la maladie de Lyme a organisé un festival de la BD. Les auteurs ont fait des dons de dessins pour promouvoir les gestes contre la maladie. La Présidente de l'association a fait une intervention auprès des enfants de la maternelle.

Madame Marie-Luce LOISEAU, rappelle le code de la route. Le rond-point de la l'Avenue Charles de Gaulle est soumis à la réglementation de la priorité à droite. Les véhicules engagés sur le rond-point ne sont pas prioritaires.

Les sujets étant épuisés, le Maire lève la séance à 21h15.